

No. 864

---

UNITED STATES OF AMERICA  
and  
FRANCE

Exchange of notes constituting an agreement relating to military obligations of certain persons having dual nationality. Paris, 25 February 1948

Exchange of notes constituting an agreement superseding the above-mentioned agreement. Paris, 22 December 1948

*Official texts : English and French.*

*Registered by the United States of America on 11 July 1950.*

---

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE  
et  
FRANCE

Échange de notes constituant un accord relatif aux obligations militaires de certaines personnes possédant la double nationalité. Paris, 25 février 1948

Échange de notes constituant un accord remplaçant l'accord mentionné ci-dessus. Paris, 22 décembre 1948

*Textes officiels anglais et français.*

*Enregistrés par les Etats-Unis d'Amérique le 11 juillet 1950.*

No. 864. EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT<sup>1</sup> BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND FRANCE RELATING TO MILITARY OBLIGATIONS OF CERTAIN PERSONS HAVING DUAL NATIONALITY. PARIS, 25 FEBRUARY 1948

N° 864. ÉCHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD<sup>2</sup> ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA FRANCE RELATIF AUX OBLIGATIONS MILITAIRES DE CERTAINES PERSONNES POSSÉDANT LA DOUBLE NATIONALITÉ. PARIS, 25 FÉVRIER 1948

I

*The American Ambassador  
to the French Minister for Foreign Affairs*

No. 125

Excellency :

I have the honor to inform you that the Government of the United States of America, desirous of resolving the difficulties which those persons who are nationals of both countries encounter as a result of their military obligations in our two countries, considers that it would be both desirable and opportune to conclude an agreement in the following terms :

1. It will be considered that citizens of the United States of America who are also French citizens have fulfilled their military obligations in France during the war of 1939-1945 if they have fulfilled the same obligations in the armed forces of the United States and can prove the fact by an official document from the United States authorities.

2. It will be considered that French citizens who are also citizens of the United States of America have fulfilled their military obligations to the United States during the war of 1939-1945 if they have fulfilled the same obligations in the French armed forces and can prove the fact by an official document from the French authorities.

3. Interested persons will be granted a period of two years from the date on which this agreement is concluded in which they may clarify their status by the production of the above-mentioned documents.

<sup>1</sup> Came into force on 25 February 1948, by the exchange of the said notes.

<sup>2</sup> Entré en vigueur le 25 février 1948, par l'échange desdites notes.

4. Each of the two governments will deliver to the citizens of the other government who have volunteered in its armed forces during the war of 1939-1945 a certificate designed to permit them to clarify their status in regard to their country.

5. The conditions under which any service rendered in the national interest during the war of 1939-1945 can be considered military service will be left to the joint decision of the two governments. A certificate specifying the nature of the services rendered will be delivered to the interested party when the question arises by the means provided in the preceding paragraphs.

6. The provisions of this present agreement in no way affect the legal position of interested parties in the matter of nationality.

7. The present agreement will become effective immediately, and will remain in effect until the expiration of the period of two years mentioned in paragraph 3.

If these proposals are agreeable to the French Government, this note and Your Excellency's reply to it will constitute the agreement between the two governments on this question.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest and most distinguished consideration.

Paris, February 25, 1948.

Jefferson CAFFERY

His Excellency M. Georges Bidault  
Minister for Foreign Affairs  
Paris

TRADUCTION — TRANSLATION

*L'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique  
au Ministre des affaires étrangères de France*

N° 125

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que, désirant mettre fin aux difficultés que rencontrent, du fait de leurs obligations militaires dans nos deux pays, ceux de nos ressortissants respectifs qui possèdent également la nationalité de l'autre pays, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique estime désirable et opportun de conclure un arrangement sur les bases suivantes :

[Voir note II]

La présente note et la réponse qu'y donnera Votre Excellence, au cas

service militaire seront laissées à l'appréciation commune des deux Gouvernements. Un certificat précisant la nature du service rendu sera, le cas échéant, délivré à l'intéressé, suivant les modalités prévues aux articles précédents.

6. — Les dispositions du présent arrangement ne touchent en rien à la condition juridique des intéressés en matière de nationalité.

7. — Le présent arrangement entrera immédiatement en vigueur et le demeurera jusqu'à l'expiration du délai de deux ans prévu à l'article 3.

La présente note et la réponse qu'y donnera Votre Excellence, au cas où ces propositions auraient l'agrément du Gouvernement des Etats-Unis, constitueront l'accord des deux Gouvernements sur la question.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Paris, le 25 février 1948.

G. BIDAULT

Son Excellence, l'Honorable Jefferson Caffery  
Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique  
à Paris

TRANSLATION<sup>1</sup> — TRADUCTION<sup>2</sup>

*The French Minister for Foreign Affairs  
to the American Ambassador*

Mr. Ambassador :

I have the honor to inform you that the French Government, desirous of resolving the difficulties which those of our respective nationals who possess also the nationality of the other country encounter as a result of their military obligations in our two countries, considers it desirable and opportune to conclude an agreement on the following bases :

[See note I]

The present note and Your Excellency's reply, in the case where these proposals would have the agreement of the Government of the United States will constitute the agreement between the two governments on the question.

Please accept, Mr. Ambassador, the assurances of my very high consideration.

Paris, February 25, 1948.

G. BIDAULT

His Excellency the honorable Jefferson Caffery  
Ambassador of the United States of America  
Paris

<sup>1</sup> Translation by the Government of the United States of America.

<sup>2</sup> Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

ÉCHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD<sup>1</sup> ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA FRANCE REMPLAÇANT L'ACCORD DU 25 FÉVRIER 1948. PARIS, 22 DÉCEMBRE 1948

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT<sup>2</sup> BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND FRANCE SUPERSEDING THE AGREEMENT OF 25 FEBRUARY 1948. PARIS, 22 DECEMBER 1948

## I

*Le Ministre des affaires étrangères de France  
à l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique*

Paris, le 22 décembre 1948

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, désireux de mettre fin aux difficultés que rencontrent, du fait de leurs obligations militaires dans nos deux pays, ceux de nos ressortissants respectifs qui possèdent également la nationalité de l'autre pays, le Gouvernement français estime désirable et opportun de conclure un arrangement sur les bases suivantes :

1<sup>o</sup> — Les ressortissants des Etats-Unis d'Amérique, qui possèdent également la nationalité française, seront considérés comme ayant satisfait à leurs obligations militaires en France pendant les guerres de 1914-1918 et de 1939-1945, s'ils ont satisfait à ces mêmes obligations dans les forces armées américaines et en justifient par la production d'un document officiel des autorités américaines.

2<sup>o</sup> — Les ressortissants français, qui possèdent également la nationalité américaine, seront considérés comme ayant satisfait à leurs obligations militaires aux Etats-Unis pendant les guerres de 1914-1918 et de 1939-1945, s'ils ont satisfait à ces mêmes obligations dans les forces armées françaises et en justifient par la production d'un document officiel des autorités françaises.

3<sup>o</sup> — Un délai de deux ans, à compter de la mise en vigueur du présent accord, sera accordé aux intéressés pour qu'ils puissent, par la production du certificat susmentionné, régulariser leur situation.

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 22 décembre 1948, par l'échange desdites notes.

<sup>2</sup> Came into force on 22 December 1948, by the exchange of the said notes.

4° — Chacun des deux Gouvernements délivrera aux ressortissants de l'autre qui auront volontairement pris du service dans ses forces armées, pendant les guerres de 1914-1918 et de 1939-1945, une attestation officielle destinée à leur permettre de régulariser leur situation à l'égard de leur pays.

5° — Les conditions dans lesquelles tout service effectué dans un intérêt national pendant les guerres de 1914-1918 et de 1939-1945 pourra être assimilé au service militaire seront laissées à l'appréciation commune des deux Gouvernements. Un certificat précisant la nature du service rendu sera, le cas échéant, délivré à l'intéressé, suivant les modalités prévues aux articles précédents.

6° — Les dispositions du présent arrangement ne touchent en rien à la condition juridique des intéressés en matière de nationalité.

7° — Le présent arrangement, qui remplace celui du 25 février 1948<sup>1</sup>, entrera immédiatement en vigueur et le demeurera jusqu'à l'expiration du délai de deux ans prévu à l'article 3.

La présente note et la réponse qu'y donnera votre Excellence, au cas où ces propositions auraient l'agrément du Gouvernement des Etats-Unis, constitueront l'accord des deux Gouvernements sur la question.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

SCHUMAN

Son Excellence l'honorable Jefferson Caffery  
Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique  
à Paris

TRANSLATION<sup>2</sup> — TRADUCTION<sup>3</sup>

*The French Minister for Foreign Affairs  
to the American Ambassador*

Paris, December 22, 1948

Mr. Ambassador :

I have the honor to inform you that, desirous of resolving the difficulties which persons who are nationals of both countries encounter as a result of their military obligations in our two countries, the French Government considers that it would be desirable and opportune to conclude an agreement in the following terms :

[See note II]

<sup>1</sup> Voir page 34 de ce volume.

<sup>2</sup> Translation by the Government of the United States of America.

<sup>3</sup> Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

The present note and Your Excellency's reply, if these proposals are acceptable to the Government of the United States, will constitute the agreement between the two governments on this question.

Please accept, Mr. Ambassador, the assurances of my very high consideration.

SCHUMAN

His Excellency Jefferson Caffery  
Ambassador of the United States of America  
Paris

## II

*The American Ambassador  
to the French Minister of Foreign Affairs*

Paris, December 22, 1948

No. 1358

Excellency :

I have the honor to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of December 22, 1948, informing me that the French Government, desirous of resolving the difficulties which those persons who are nationals of both countries encounter as a result of their military obligations in our two countries, considers that it would be both desirable and opportune to conclude an agreement in the following terms :

1. It will be considered that citizens of the United States of America who are also French citizens have fulfilled their military obligations in France during the wars of 1914-1918 and 1939-1945 if they have fulfilled the same obligations in the armed forces of the United States and can prove the fact by an official document from the United States authorities.

2. It will be considered that French citizens who are also citizens of the United States of America have fulfilled their military obligations to the United States during the wars of 1914-1918 and 1939-1945 if they have fulfilled the same obligations in the French armed forces and can prove the fact by an official document from the French authorities.

3. Interested persons will be granted a period of two years from the date on which this agreement is concluded in which they may clarify their status by the production of the above-mentioned documents.

4. Each of the two governments will deliver to the citizens of the other government who have volunteered in its armed forces during the wars of 1914-1918 and 1939-1945 a certificate designed to permit them to clarify their status in regard to their country.

5. The conditions under which any service rendered in the national interest during the wars of 1914-1918 and 1939-1945 can be considered military service will be left to the joint decision of the two governments. A certificate specifying the nature of the services rendered will be delivered to the interested party when the question arises by the means provided in the preceding paragraphs.

6. The provisions of this present agreement in no way affect the legal position of interested parties in the matter of nationality.

7. The present agreement, which supersedes the agreement of February 25, 1948,<sup>1</sup> will become effective immediately, and will remain in effect until the expiration of the period of two years mentioned in paragraph 3.

These proposals are acceptable to my Government, and Your Excellency's proposal and this reply will constitute the agreement between the two governments on this question.

I avail myself of this occasion to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

JEFFERSON CAFFERY

His Excellency Monsieur Robert Schuman  
Minister of Foreign Affairs  
Paris

TRADUCTION — TRANSLATION  
*L'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique  
au Ministre des affaires étrangères de France*

N° 1358

Paris, le 22 décembre 1948

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date du 22 décembre 1948, me faisant savoir que, désireux de mettre fin aux difficultés que rencontrent, du fait de leurs obligations militaires dans nos deux pays, ceux de nos ressortissants respectifs qui possèdent également la nationalité de l'autre pays, le Gouvernement français estime désirable et opportun de conclure un arrangement sur les bases suivantes :

[Voir note I]

Ces propositions ont l'agrément de mon Gouvernement et la proposition de Votre Excellence et la présente réponse constitueront l'accord des deux Gouvernements sur la question.

Je saisis cette occasion de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

JEFFERSON CAFFERY

Son Excellence Monsieur Robert Schuman  
Ministre des affaires étrangères  
Paris

<sup>1</sup> See page 34 of this volume.